



LE 17 OCTOBRE 1961 ET LES MÉDIAS DE LA COUVERTURE DE L'HISTOIRE IMMÉDIATE AU "TRAVAIL DE MÉMOIRE"

Si dans les jours qui suivent le massacre d'octobre 1961, une bonne partie de la grande presse évoque disparitions, violences et internements, la censure est un épouvantail trop présent pour que vérité et protestations éclatent. Des intellectuels et la presse d'opinion prennent le relais, mais la mémoire de l'événement sombrera peu à peu dans la confusion. Elle refait surface dans les années quatre-vingt, et la diversification des médias permet alors de restituer l'émotion. La question du bilan réel sera à nouveau d'actualité avec le procès Papon en 1997, question qui demeure à ce jour sans réponse précise.

par **Mogniss H. Abdallah**, agence IM'média

Le 18 octobre 1961, toute la presse rend compte de la manifestation de la veille, organisée par la Fédération de France du FLN en différents points de Paris contre le "couvre-feu" imposé aux travailleurs algériens par le préfet de Police Maurice Papon. Les jours et les semaines suivants, après de nouvelles manifestations, notamment de femmes et d'enfants venus s'enquérir du sort des hommes arrêtés ou disparus, cette activité journalistique va même s'amplifier, "au point de constituer aujourd'hui une source non négligeable pour l'historien en quête d'une première approche sur le 17 octobre 1961"⁽¹⁾.

Deux points de vues très tranchés apparaissent. D'un côté, la

presse populaire de droite qui, à l'instar du *Parisien libéré*, de *L'Aurore* ou de *Paris-Jour*, reprend la version de la préfecture de Police. Elle évoque de "violentes manifestations nord-africaines", emmenées par des "meneurs" et des "tueurs", "déferlant vers le centre de la ville". "C'est inouï ! Pendant trois heures 20 000 musulmans algériens ont été les maîtres absolus des rues de Paris." (*Paris-Jour*, 18 octobre 1961).

À les lire, ce sont des membres du service d'ordre du FLN qui auraient tiré les premiers, entraînant la riposte policière. La presse de gauche, elle, souligne le caractère pacifique de la manifestation et cherche à

témoigner de la répression policière en plusieurs points de la capitale et en banlieue. Cependant, le ton reste prudent. "Sur ce qu'a été cette tragique journée d'hier, nous ne pouvons tout dire. La censure gaulliste est là. Et *L'Humanité* tient à éviter la saisie pour que ses lecteurs soient, en tout état de cause, informés de l'essentiel" (*L'Humanité*, 18 octobre 1961). *Libération*⁽²⁾, *Témoignage chrétien* ou *France Observateur* publient

1)- Sylvie Thénault, "La presse silencieuse ? Un préjugé", in *Revue trimestrielle de l'association Carnet d'échange*, n° 1, mai 1999, université Paris-VII.

2)- Rappelons qu'il s'agit ici du journal *Libération* issu de la Résistance et disparu dans les années soixante [NDLR].



sous la forme interrogative “est-il vrai que... ?” ou “y a-t-il eu... ?” de multiples informations sur les exactions policières et leur caractère systématique (hommes frappés et jetés à la Seine ou retrouvés pendus dans les bois, décompte du nombre des morts et des disparus qui discrédite le bilan officiel faisant état de 3 morts et 55 blessés...) “Si tout cela est exact, et nous avons de bonnes raisons de le croire, qui sont les auteurs de ces crimes ?”, demande *Libération* du 19 octobre 1961.

LES INTELLECTUELS ENTRE “PETITE” ET “GRANDE” PRESSE

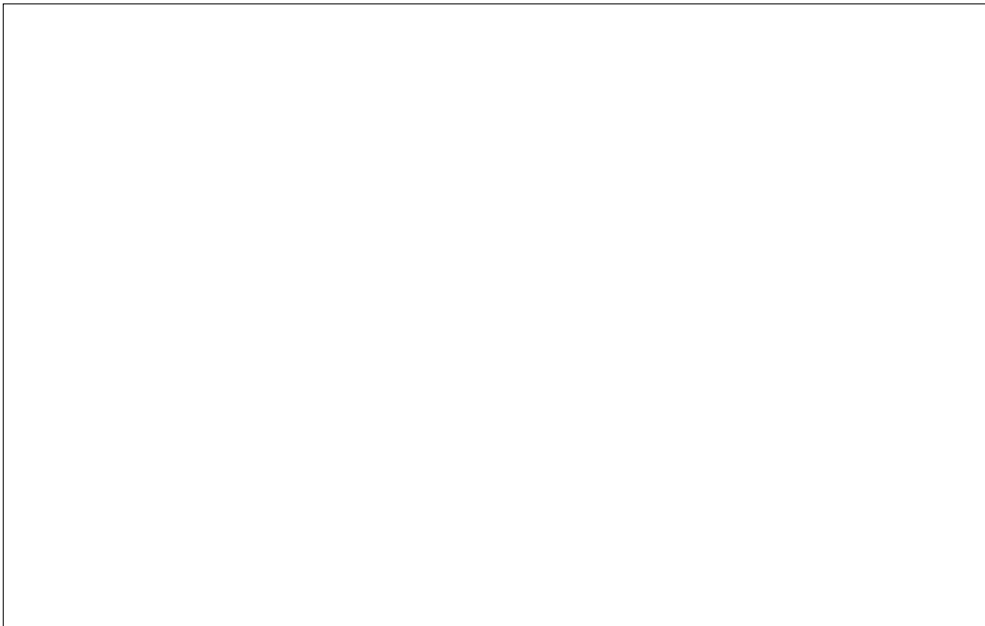
Les autres titres font preuve d'une certaine ambivalence. *France-Soir* donne à sa une la version officielle, mais les pages intérieures se révèlent plus

osées : plusieurs témoignages évoquent les violences policières à l'égard de photographes, mais parlent aussi de coups de feu tirés vers les manifestants. Dans son édition du 21 octobre, le journal publie un reportage dans un bidonville de Nanterre : contre le couvre-feu, “nous sommes descendus dans la rue comme des ouvriers de Renault qui veulent une augmentation de salaire”, déclarent des habitants présentés avec sympathie. “11 538 Nord-Africains ont été conduits dans des centres de triage”, titre *L'Aurore* du 19 octobre, avant de préciser que 1 500 manifestants arrêtés seront refoulés en Algérie.

Le Figaro du 23 octobre se départit quant à lui de son soutien initial à la police pour dénoncer des “scènes de violence à froid” dans les centres d'in-

ternement, au Palais des sports ou au stade Coubertin. Le quotidien proteste aussi contre le refus d'autoriser son collaborateur à visiter ces lieux pour se rendre compte de la situation. Le traitement des personnes internées, mais aussi le bouclage des bidonvilles vont provoquer l'indignation des titres de gauche qui tracent un parallèle avec l'Allemagne nazie. *Témoignage chrétien*, qui publie les terribles photos d'Élie Kagan, décrit un univers concentrationnaire et Marguerite Duras, dans *France-Observateur* du 9 novembre, compare le bidonville de Nanterre au ghetto de Varsovie.

Le journal *Le Monde* rend compte de la répression et des réactions qu'elle suscite. Mais il en attribue une part de responsabilité au FLN, “puisque ici et là, c'est le terrorisme musulman



qui est à l'origine de ces drames", et stigmatise une "contre-société FLN" (édition du 20 octobre 1961). Les intellectuels engagés contre la guerre d'Algérie et la torture, pour qui *Le Monde* est une institution dont le prestige suscite une ferveur quasi religieuse, n'ont pas encore vraiment accès aux colonnes du journal. Pourtant, comme le disent Maurice Clavel et Michel Foucault, les intellectuels sont devenus plus sensibles à l'histoire immédiate et, par leur travail d'enquête, "ont commencé à être des journalistes"⁽³⁾.

Or, si la presse a joué un rôle indéniable jusque-là, les intellectuels-journalistes ne sauraient se satisfaire de protestations édulcorées pour échapper à la censure. Ils entendent appeler les choses par leur nom. Après que le gouvernement a rejeté la constitution d'une commission d'enquête parlementaire et a prononcé des non-lieux pour l'ensemble des poursuites judiciaires, ils lancent leur propre investigation. C'est d'ailleurs vers des gens comme Paul Thibaud ou Claude Bourdet que des policiers écœurés, se présentant comme "républicains", vont se tourner pour révéler nombre d'atrocités, dont la

**Les sœurs de
la petite Fatima Bedar,
retrouvée noyée dans
le canal Saint-Martin,
racontent
leur "consternation"
en apprenant l'existence
de la manifestation
parisienne du FLN.
Elles croyaient que
leur sœur était morte
à Charonne !**

mort d'une cinquantaine de manifestants dans la cour de la préfecture, sous les yeux du préfet Maurice Papon.

LA MÉMOIRE D'OCTOBRE ÉCLIPSÉE PAR CELLE DE CHARONNE

Les "petits" médias, dont la revue *Les temps modernes*, les journaux *Témoignages et documents* ou *Vérité-liberté*, ou encore la maison d'édition François Maspero publient de multiples documents qui permettront de faire une synthèse sans concession des événements du 17 octobre. *Droit et liberté*, journal du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), fournit des informations sur d'autres

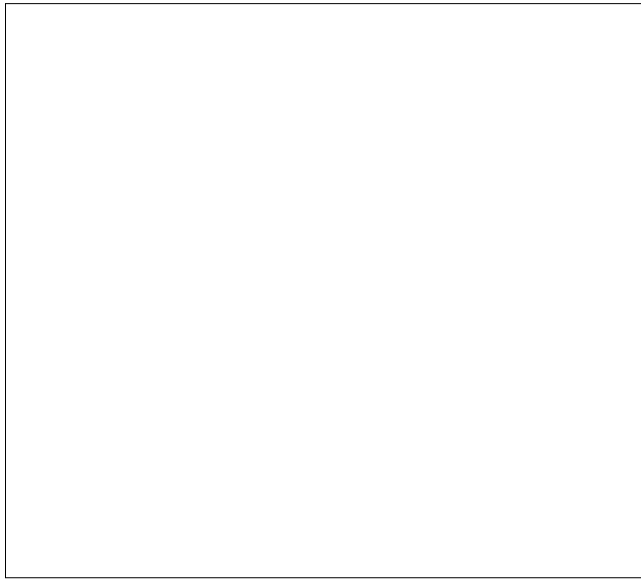
pogroms ailleurs en France (Metz, Nancy). Côté images, le biologiste Jacques Panijel va entreprendre une enquête qui donnera le film *Octobre à Paris*. Beaucoup de ces publications vont être saisies, le film sera interdit mais, paradoxalement, leur contenu, diffusé "sous le manteau", va marquer toute une génération, ce qui ne semble pas le cas de la grande presse et de son information éphémère, volatile. On doit ainsi à Jean-Paul Sartre et à cette "petite" presse militante l'apparition des notions de

"pogrom" ou de "ratonnade" dans l'imaginaire français, malheureusement très souvent déclinées au pluriel.

Dans la nouvelle revue *Partisans*, François Maspero reproche à Jacques Panijel de finir *Octobre à Paris* sur les huit morts de Charonne, suite à la charge policière contre les manifestants anti-OAS du 8 février 1962, et qualifie le film de "navet". Pour comprendre cette critique, il est nécessaire de rappeler la différence de traitement entre les deux événements. "C'est le plus sanglant affrontement entre policiers et manifestants depuis 1934", écrit *Le Monde* le 10 février 1962. Cette affirma-

³⁾- Cf. *Le siècle des intellectuels*, épisode "De Sartre à Foucault", France 3, janvier 1999.





Manifestation du 17 octobre 1961 près de l'Opéra à Paris. © IM' média.

tion occulte le massacre des Algériens en 1961 et tous les efforts faits pour en connaître l'étendue. Elle préfigure la suite : le 13 février 1962 est déclaré "journée morte". Aucun journal ne paraît : parmi les victimes, deux travaillaient dans la presse. 500 000 personnes suivent les obsèques des huit "martyrs de la liberté".

Après le 17 octobre 1961, il n'y a eu aucune manifestation d'ampleur, et les victimes ont été enterrées à la sauvette. "Les Français ont 'choisi entre les morts'", dira avec un sentiment de malaise un témoin présent au défilé⁽⁴⁾. "Au moment des discours, seul le représentant de la CFTC, Robert Duvivier, évoque les morts algériens."⁽⁵⁾ En fait, sur les ressorts de l'antifascisme, la gauche se retrouve dans son élément. Elle va s'emparer de la

lutte contre les attentats de l'OAS en métropole⁽⁶⁾ et de la répression du 8 février 1962 comme un symbole des risques de "fascisation" du régime. Commémorée chaque année, cette date restera, au-delà du clivage gauche-droite, dans la mémoire collective des Français, tandis que l'oubli recouvrira Octobre 1961.

LES STIGMATES D'UNE CONFUSION, PARFOIS DÉLIBÉRÉE

Le début des années soixante-dix va confirmer et accentuer cette tendance à la confusion. Après Mai 1968, les maoïstes de la Gauche prolétarienne (GP) reprennent à leur compte le thème de la "fascisation". Ils dénoncent la terreur raciste qui règne dans les usines et les crimes racistes qui se multiplient. Le 25 février 1972, Pierre Overney, un

jeune ouvrier spécialisé, est tué aux portes de Renault-Billancourt par un vigile alors qu'il distribuait un tract intitulé "On assassine à Paris", appelant à manifester le soir même à la station de métro Charonne. Dix ans après, des intellectuels, dont Michel Foucault, se sont aussi rendus sur les lieux. À leur côté, le dirigeant de la GP, Alain Geismar, mêle l'évocation de février 1962 aux charges policières de ce 25 février 1972. Il parsème également son discours de références plus ou moins implicites aux "ratonnades" d'octobre 1961. D'aucuns considèrent qu'Alain Geismar – lui-même aurait été témoin des exactions policières sur le pont de Neuilly le 17 octobre 1961 – a choisi Charonne contre Octobre 1961 en toute conscience, pour récupérer la "mémoire de février", jusqu'à "chasse gardée" d'un PCF honni.⁽⁷⁾

De nombreux films militants des années soixante-dix vont porter les stigmates de cette confusion.

4)- D'après Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris*, Seuil, 1991, p. 275-276.

5)- *Ibid.*

6)- De 1958 à 1961, 61 policiers ont été tués en métropole par les nationalistes algériens. Du 1^{er} janvier au 31 août 1961, 460 Algériens succomberont. Toujours en métropole, de février à octobre 1961, 230 attentats ont été commis par l'OAS, puis, de novembre 1961 à février 1962, 450 attentats (sources : *Libération*, 12 octobre 1991 ; Anne Tristan, *Le silence du fleuve*, Syros, 1991).

7)- Voir Fausto Giudice, *Arabicides*, La Découverte, 1992.

Ces films vont circuler dans de multiples réseaux parallèles, notamment auprès des jeunes lycéens et étudiants, qui n'ont pas directement connu la situation des années soixante mais qui restent fascinés par la mythologie révolutionnaire et apartidaire de Mai 1968. Or, l'imagerie militante d'alors instrumentalise généralement sans vergogne les images pour illustrer des discours idéologiques. Les photos prises le 17 octobre 1961 par Elie Kagan sont ainsi utilisées pour illustrer... les "ratonnades" des années soixante-dix. Les conséquences de cette manipulation plus ou moins consciente d'images devenues quasi atemporelles vont se révéler ravageuses. Elles prédisposent les nouvelles générations, déjà marquées par le primat de l'image sur l'écrit, à une mémoire fourre-tout qui mélange les références historiques et les genres. Des personnes directement concernées se retrouveront piégées. Dans le documentaire *17 octobre 1961, une journée portée disparue*, de Philippe Brooks et Alan Hayling, les sœurs de la petite Fatima Bedar, retrouvée noyée dans le canal Saint-Martin, racontent leur "consternation" en apprenant l'existence de la

manifestation parisienne du FLN. Elles avaient jusqu'alors cru que leur sœur était morte à Charonne ! Ce témoignage en corrobore bien d'autres, qui contredisent le préjugé selon lequel il y aurait deux mémoires se tour-

Il serait réducteur de dire que ce sont les "Beurs" qui ont initié le retour collectif de la mémoire. Ce sont davantage leurs aînés, des militants formés dans les années soixante-dix au contact de la gauche française et d'anciens du FLN, qui en sont à l'origine.

nant ostensiblement le dos : celle des Algériens et celle des Français. Les Algériens de France reproduisent aussi, à leur corps défendant, l'imaginaire et l'historiographie de leur pays de résidence. Et cela, le plus souvent dans l'ignorance de l'histoire de leurs parents.

UN CHOC POUR LES JEUNES GÉNÉRATIONS

Il serait cependant erroné de considérer que la "mémoire d'Octobre" a été complètement

occultée dans les années soixante-dix. Plusieurs initiatives ont été prises avec plus ou moins de succès. Parmi celles-ci, on peut retenir la grève de la faim du cinéaste René Vautier contre la censure d'État en 1973.

L'auteur d'*Avoir vingt ans dans les Aurès* obtiendra le principe d'une levée de la censure politique, permettant au film *Octobre à Paris* – qu'il cherchait à distribuer – de recevoir enfin un visa non commercial. Par ailleurs, l'Amicale des Algériens en Europe, héritière de la Fédération de France du FLN, a instauré le 17 octobre comme "journée nationale de l'émigration". Chaque année, une commémoration a lieu, et par le biais des nombreuses publications de l'Amicale, des documents fort instructifs

sont régulièrement délivrés au public. Mais, au-delà d'un cercle restreint, le message ne passe guère, sans doute à cause du discrédit croissant de l'Amicale, qui passe pour une courroie de transmission du gouvernement et des consulats algériens. La martyrologie officielle, à force d'être ressassée, devient suspecte. Les gens concernés estiment désormais qu'il y a exagération, et remettent dans un coin tous ces documents, se disant qu'ils les consulteront plus tard, peut-être...

À partir de 1981, la mémoire d'Octobre refait surface dans l'espace public français. Les quotidiens *Libération* (qui avait déjà évoqué en 1980 "un massacre raciste en plein Paris") et *Le Monde* consacrent une place importante au vingtième anniversaire du 17 octobre. *Le Monde* demande des comptes sur le bilan officiel du massacre, et suggère que cette date soit célébrée comme "journée nationale contre le racisme". Antenne 2 diffuse au journal télévisé de 20 heures un sujet de Marcel Trillat, lancé en plateau par Patrick Poivre d'Arvor. Ce regain d'intérêt pour le 17 octobre 1961 apparaît dans le contexte de la victoire de la gauche en 1981. L'heure est à l'inventaire de l'ancien régime. Et pas question de laisser les responsables, dont Maurice Papon, encore membre du dernier gouvernement, prendre une retraite heureuse

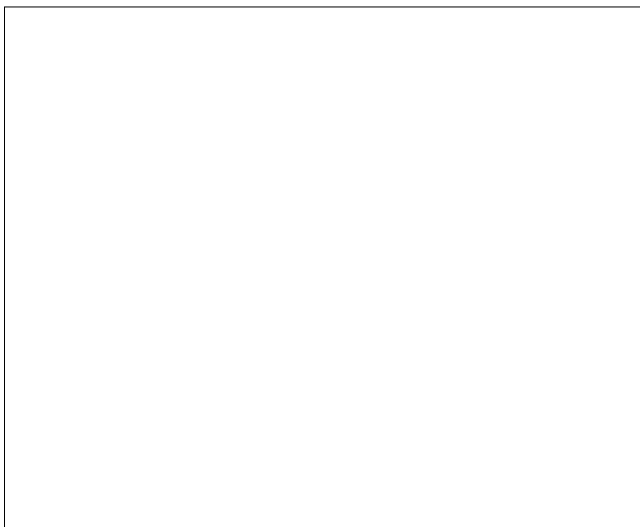
sans rendre des comptes. Ceux qui rouvrent le dossier sont bien souvent des anciens militants anticolonialistes, devenus de grands professionnels des médias, voire des patrons de presse. Ils n'ont pas renié tous leurs engagements passés, à commencer par leur opposition à la guerre d'Algérie, et entendent bien lever certains sujets jusque-là tabous.

L'ÉMOTION, RESSUSCITÉE PAR L'AUDIOVISUEL

Quand les jeunes issus de l'immigration algérienne, tout comme les enfants de harkis, qui lisent la presse française et parfois l'hebdomadaire *Sans Frontière*⁽⁸⁾, apprennent l'existence du 17 octobre 1961, c'est le choc. Des jeunes, garçons et filles, vont effectuer un parcours de reconnaissance initiatique des différents lieux de Paris où

les massacres se sont déroulés. Ils s'y recueillent en silence. Plus qu'une prise de conscience et une révolte collectives, leur démarche est solitaire. Ils auront du mal à exprimer leur ressentiment, aux allures de quête identitaire⁽⁹⁾. Le silence des parents sera aussi interrogé : pour mieux se faire accepter par la société française, faut-il donc taire son histoire propre ?

Lors de la grève de l'hiver 1983-1984, les affrontements raciaux à l'usine Talbot-Poissy, au cours desquels les non-grévistes scandent "Au four, à la Seine !" à l'encontre des grévistes immigrés blessés⁽¹⁰⁾, rappellent combien les références racistes sont enracinées dans la culture ouvrière. En réaction, une partie des Marcheurs pour l'égalité, qui avaient fait sensation un mois plus tôt, participent à une manifestation sous la bannière : "Nous sommes tous des Arabes de chez Talbot". Pour autant, il serait réducteur, voire démagogique d'en conclure que ce sont avant tout les "Beurs" qui initient le retour collectif de la mémoire autour du 17 octobre 1961. De fait, ce sont davantage leurs aînés, des militants formés dans les années soixante-dix au contact de la gauche française et d'anciens du FLN, qui contribuent à reformuler le "devoir de mémoire". Mehdi Lallaoui, par exemple,



FILMOGRAPHIE :

- *Octobre à Paris*. 1962. de Jacques Panijel. produit par le Comité Maurice-Audin. Interdit jusqu'en 1973. jamais diffusé à la télévision française.
- *Le silence du fleuve*. d'Agnès Denis et Mehdi Lallaoui. 52 minutes. 1991. prod. Au Nom de la mémoire.
- *Une journée portée disparue*. de Philippe Brooks et Alan Hayling. Consultant historique : J-L. Einaudi. 52 minutes. 1992. Prod. Point du jour pour Channel 4. Diffusion en France : France 3 (le 2 mars 1993) puis sur Planète câble.
- *Vivre au Paradis*. de Bourlem Guerdjou. 1998. Fiction.
- *C'était le 17 octobre 1961. Opération télécity*. n° 7. 26 minutes. série proposée par Tewfik Farès. Alizé prod./France 3 Paris Île-de-France Centre. diffusé le 17 octobre 1999.
- *Meurtres pour mémoire*. de Laurent Heynemann. d'après le roman de Didier Daeninckx.
- *Les enfants d'Octobre*. d'Ali Akika. 52 minutes. 2000. prod. Les Films de la lanterne.

animateur de l'association Au Nom de la mémoire, a beaucoup fait pour le succès du trentième anniversaire en 1991, autour du film et du livre *Le silence du fleuve*. Il a fréquenté, au Comité des travailleurs algériens, des anciens dirigeants du FLN comme Saad Abssi et demeure très lié à la gauche antifasciste française. Il a su déborder le cadre étriqué de l'expression militante, se servir des nouvelles opportunités offertes par l'ouverture des médias et par la démocratisation des outils de communication.

8)- Hebdomadaire "par et pour les immigrés", publié entre 1979 et 1985.

9)- Voir Bouzid Kara, *La Marche*, Sindbad, Paris, 1984, Aïcha Benaïssa, *Née en France*, Payot, Paris, 1990, ou Leïla Sebbar, *La Seine était rouge*, éd. Thierry Magnier, Paris, 1999.

10)- Cf. Journal télévisé d'Antenne 2, 5 janvier 1984.

Le recours à l'audiovisuel démontrera aussi la puissance d'évocation de l'image, qui suscite davantage l'émotion autour de témoignages donnant à voir l'intimité des gens. Quitte sans doute à réduire l'importance du contexte politique et historique : la guerre contre le colonialisme glisse ainsi au second plan, au profit d'une dénonciation du massacre et des conditions de vie des travailleurs immigrés de l'époque. Le personnage principal du film *Vivre au paradis*, de Bourlem Guerdjou, sorte d'anti-héros superbement campé par l'acteur Rochdy Zem, pousse cette logique à son paroxysme : sa stratégie individuelle d'intégration (quitter à tout prix le bidonville pour un HLM) se déploie à contre-courant des consignes du FLN. Cette liberté vis-à-vis du carcan politique de

la guerre sera sans doute un filon d'avenir. Comme si, finalement, la guerre d'Indépendance n'avait été qu'une parenthèse malheureuse dans un processus d'enracinement des Algériens en France qui lui serait bien antérieur.

L'IMPUNITÉ... JUSQU'À QUAND ?

Savoir enfin ce qui s'est vraiment passé le 17 octobre 1961, connaître l'ampleur du massacre et en désigner les responsables, demeure une constante. Le procès en octobre 1997 de Maurice Papon, accusé de crimes contre l'humanité dans l'affaire des déportations de près de 1 500 juifs de Bordeaux en 1942, et le procès que ce même Papon intenta contre l'écrivain Jean-Luc Einaudi en février 1999, vont permettre de ramener à la une

des médias la question de la reconnaissance officielle du bilan réel du massacre et de nécessaires poursuites en justice. Le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement se dit, à l'Assemblée nationale, "*tout à fait prêt à chercher à faire la vérité*" (*Le Monde*, 17 octobre 1997), et nomme la mission Mandelkern pour tenter d'établir un bilan. Cette mission rapporte qu'il y aurait eu "*quelques dizaines de tués*". Einaudi maintient son évaluation de deux cents morts au moins.

Mais c'est surtout la bataille pour l'ouverture des archives qui retient l'attention. *Libération* publie le 22 octobre 1997 des pièces d'archives tirées de

registres du parquet. Pour autant, le recours aux archives semble bien aléatoire : il apparaît d'ores et déjà que de nombreux documents ont disparu⁽¹¹⁾, et les chercheurs indépendants ont bien du mal à y accéder. Malgré que le gouvernement ait pris, le 5 mai 1999, la décision de faciliter les recherches historiques, la préfecture de police de Paris continue par exemple d'opposer à Jean-Luc Einaudi le délai de soixante ans pour l'accès aux documents nominatifs "*qui mettent en cause la vie privée*", prévu à l'article 7 de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives (cf. *Le Monde*, 11 octobre 2000). Maurice Papon, vieillard malade

désormais en prison, on peut craindre un moindre intérêt public pour des suites judiciaires à l'encontre de la répression du 17 octobre 1961. D'autant que l'ensemble des faits relatifs à la guerre d'Algérie demeure à ce jour couvert par un décret d'amnistie promulgué en mars 1962. Face à ce risque d'impunité, un groupe d'intellectuels emmené par l'universitaire Olivier Le Cour Grandmaison a rendu public l'appel "17 octobre 1961 : pour que cesse l'oubli", nom de la nouvelle association (cf. *Libération*, 19 octobre 1999). Ils dénoncent l'impunité d'un "*crime contre l'humanité commis par l'État*", "*l'outrage aux victimes et à leurs proches*",

BIBLIOGRAPHIE :

- *Les temps modernes*, novembre 1961 : "La bataille de Paris", texte de J.-P. Sartre.
- *Témoignages et documents*, journal republiant les textes ou documents saisis par la censure.
- *Vérité-Liberté*, n° 13, consacré au 17 octobre 1961 (dossier préparé par Paul Thibaud et Pierre Vidal-Naquet).
- *Ratonnades à Paris*, Paulette Péju, éd. François Maspero. Saisi en 1961, réédité à La Découverte en septembre 2000.
- *L'Algérien en Europe*, *La Semaine* et *L'Actualité en Europe*, collection des publications de l'Amicale des Algériens en Europe qui, chaque année depuis 1971, consacrent un dossier fouillé au 17 octobre 1961.
- *Meurtres pour mémoire*, Didier Daeninckx, Gallimard, "Série noire", 1984.
- *Les ratonnades d'octobre*, Michel Levine, Ramsay, 1985.
- *La 7^e Wilaya, la guerre du FLN en France 1954-1962*, Ali Haroun, Seuil, 1986.
- *La bataille de Paris*, par J.-L. Einaudi, Seuil, 1991.
- *Le silence du fleuve*, Anne Tristan, Syros, "Au nom de la mémoire", 1991.
- *La Seine était rouge*, Leïla Sebbar, roman, éd. Thierry Magnier, 1999.
- *Police contre FLN*, J.-P. Brunet, Flammarion, Paris, 1999.

tout en demandant la création d'un "lieu de souvenir à la mémoire de ceux qui furent assassinés". Et ils espèrent bien se faire entendre, notamment par la gauche plurielle au gouvernement, afin que "la République reconnaisse enfin qu'il y a eu crime".

Le Mib (Mouvement de l'immigration et des banlieues, ajoute pour sa part : "Il ne suffit pas de dénoncer et de commémorer. Le 17 octobre 1961, c'était aussi le refus du couvre-feu et le quadrillage des quartiers immigrés, dispositifs policiers discriminatoires à l'encontre de nos parents qui continuent sous des formes diverses aujourd'hui. Le meilleur hommage que nous puissions leur rendre, c'est de continuer leur lutte contre l'injustice, pour la dignité et pour l'égalité."⁽¹²⁾ ✱



11)- Cf. Claude Liauzu, "Voyage à travers la mémoire et l'amnésie : le 17 octobre 1961", *H&M*, n° 1219, mai-juin 1999.

12)- Déclaration au meeting "Justice en banlieue", Saint-Denis, le 17 octobre 1999.



Claude Liauzu, "Voyage à travers la mémoire et l'amnésie : le 17 octobre 1961"

Camille Marchaut, "Cela me fait mal au cœur qu'on oublie ça"

Catherine Benayoun, "Photopsie d'un massacre"

Hors-dossier, n° 1219, mai-juin 1999

Jean-Luc Einaudi, "Octobre 1961, un massacre au cœur de Paris"

Dossier *De la guerre à la décolonisation. La mémoire retrouvée*

Samia Messaoudi, "Au nom de la mémoire"

Chronique "Initiatives"

N°1175, avril 1994

